

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19266 - 74ÈME ANNÉE

Promesses de dons de grosses fortunes pour la cathédrale à réhabiliter

Notre-Dame de Paris : l'argent est là, les riches doivent aussi financer la lutte contre les inégalités

Pour reconstruire le toit de la cathédrale Notre-Dame de Paris, des initiatives louables sont mises en œuvre afin de réhabiliter ce patrimoine. Les promesses de dons provenant des grosses fortunes rappellent également que contrairement à ce que tentent de faire croire les partisans du système dominant, l'argent est disponible en abondance pour des causes d'intérêt général. Ce n'est donc qu'une question de volonté politique de prendre l'argent confisqué par les plus riches pour le mettre au service d'une grande cause du 21^e siècle : le respect des droits humains élémentaires pour tous les êtres humains.

10 millions d'euros promis par la Région Ile de France, 50 millions par la ville de Paris, 100 millions par le groupe Pinault, 200 millions par le groupe Bernard Arnault, qui dit mieux ? Les promesses de don pour la réhabilitation de la cathédrale Notre-Dame de Paris donnent lieu à une véritable surenchère. Selon le Figaro, le total des sommes promises par les grosses fortune françaises qui se sont exprimées atteint 600 millions d'euros, et cela à peine 24 heures après l'incendie. Ces engagements paraissent en décalage avec la nature du chantier à venir. Sa durée se comptera en décennies, pourquoi donc

vouloir s'empreser de vouloir engager des sommes aussi importantes ? La volonté de se faire de la publicité à bon compte en surfant sur la vague de l'émotion est-elle la seule explication ?

Quelle contribution des riches contre la faim dans le monde ?

Ce sont des montants considérables. Ils suscitent des réactions d'indignation.

En effet, ailleurs dans le monde, des catastrophes ne donnent pas lieu à de tels engagements. Cela fait plusieurs semaines que le cyclone Idai a fait d'importants dégâts en Afrique australe, notamment au Mozambique.

Ceci a accentué les difficultés, car dans un communiqué publié le 12 avril, la FAO souligne que «avant le passage du cyclone Idai, les provinces touchées avaient déjà été frappées par plusieurs sécheresses et inondations au cours des trois dernières années. Par conséquent, elles se trouvaient déjà dans une situation d'insécurité alimentaire chronique et étaient extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs. En décembre 2018, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) esti-

maut à 1,78 million le nombre de personnes en situation de crise ou d'insécurité alimentaire aigüe». La FAO a donc lancé un appel d'urgence pour reconstruire au plus vite des infrastructures nécessaires à l'agriculture et à la pêche. 19 millions de dollars sont nécessaires. Pour le moment, la FAO n'a récolté que 3,5 millions de dollars, ce qui permet de venir en aide à 95.000 personnes. Il reste à trouver 15,5 millions de dollars, soit 80 % du total, pour satisfaire une urgence vitale pour des centaines de milliers de victimes d'une catastrophe dont elles ne sont pas responsables. Mais pour sauver de la famine des centaines de milliers de familles, les grosses fortunes occidentales sont nettement moins généreuses, sans doute parce que ce ne serait pas assez médiatiquement visible.

L'argent pour lutter contre les inégalités est là

C'est aussi le cas pour la solidarité avec les abandonnés du système dominant. Ces derniers subissent des violences aux conséquences catastrophiques. C'est notamment la privation d'emploi durable pour près de la moitié des travailleurs

réunionnais. C'est également le maintien dans la pauvreté de la majeure partie de la population du monde, ce qui se traduit à La Réunion par plus de 40 % de la population en dessous du seuil de pauvreté. Pour ces victimes, les services publics sont une des rares bouées de sauvetage. Force est de constater que la plupart des gouvernements européens, et notamment en France, attaquent de front ce rempart contre l'accroissement des inégalités car ils veulent figer la société au profit de ceux qui sont actuellement les

plus riches. Ils prennent comme prétexte l'objectif de réduire les dépenses publiques, alors que dans le même temps, ils privent volontairement l'État de recettes fiscales considérables en permettant aux plus riches de contribuer financièrement le moins possible au fonctionnement de la société qui leur permet, pourtant, de profiter confortablement de revenus issus du dur labeur des travailleurs. Dans ces conditions, ces grosses fortunes peuvent tranquillement annoncer un total de 600 millions de promesses de don pour re-

construire le toit d'une cathédrale. Cet argent provient de la dette qu'ils ont envers la société. Ceci montre que contrairement à tout ce que veulent faire croire les partisans de ce système, l'argent est disponible en abondance pour des causes d'intérêt général. Ce n'est donc qu'une question de volonté politique de reprendre cet argent afin de le mettre au service de la solidarité, pour étendre à toute la société le respect des droits humains élémentaires.

M.M.

Les dons manquent, où est la solidarité ? 19 millions demandés, 3,5 récoltés au bout de plusieurs semaines

Mozambique : course contre la famine

Au Mozambique, 15 000 ménages vulnérables dans les provinces de Manica et de Sofala, soit environ 75 000 personnes, recevront des kits agricoles contenant des houes, des machettes et des graines de maïs et de haricots à maturation précoce. Une fois semées, ces graines seront prêtes à être récoltées au bout de 90 jours. La distribution de semences aura lieu parallèlement à la distribution de rations alimentaires par le Programme alimentaire mondial (PAM), ce qui permettra de dissuader les bénéficiaires de consommer les graines sur-le-champ au lieu de les planter.

Les agriculteurs de ces deux provinces produisent à eux seuls environ 25% de la production céréalière nationale, mais la quasi-totalité de leurs récoltes a été emportée par Idai. La plupart d'entre eux ont perdu la totalité ou une majeure partie de leurs réserves de semences, ainsi que les récoltes qu'ils étaient sur le point d'exploiter.

La distribution de kits agricoles organisée par la FAO permettra aux agriculteurs les plus démunis de Manica et de Sofala de remettre leurs terres en culture pendant la campagne agricole secondaire en

cours, pour laquelle les semis ont démarré en avril et les récoltes sont prévues en juillet.

Outre les denrées alimentaires, les ménages bénéficiaires pourront également produire leurs propres semences à planter en octobre, au moment où la principale campagne agricole du pays doit commencer. Il est très important de sauvegarder la principale campagne et de veiller à ce que les familles rurales puissent y participer pleinement de manière à pouvoir rétablir la sécurité alimentaire au Mozambique, un pays où le passage dévastateur du cyclone Idai a entraîné des pertes humaines et une destruction des moyens de subsistance. Les infrastructures de pêche, les magasins d'alimentation et de céréales, ainsi que le bétail ont été emportés et des centaines de milliers d'hectares de cultures ont été complètement détruits.

La région située au centre du Mozambique est le grenier à pain du pays et joue un rôle essentiel dans l'atténuation des pénuries alimentaires, tandis que la ville portuaire de Beira, située dans la province de Sofala, constitue le centre névralgique des échanges commerciaux. La dégradation des infrastructures du port de Beira et

des liaisons de transport pourraient paralyser l'importation de céréales – environ 1 million de tonnes de blé et de riz sont importées chaque année dans le pays.

Avant le passage du cyclone Idai, les provinces touchées avaient déjà été frappées par plusieurs sécheresses et inondations au cours des trois dernières années. Par conséquent, elles se trouvaient déjà dans une situation d'insécurité alimentaire chronique et étaient extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs. En décembre 2018, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) estimait à 1,78 million le nombre de personnes en situation de crise ou d'insécurité alimentaire aigüe.

La FAO a lancé un appel de fonds préliminaire de 19 millions de dollars afin de reconstruire les infrastructures stratégiques pour l'agriculture et la pêche, de relancer la production alimentaire locale et d'aider les éleveurs de bétail. A ce jour, 3,85 millions de dollars ont été alloués pour assurer une aide d'urgence à près de 95 000 personnes. Il reste à trouver le montant restant de 15,5 millions de dollars, soit 80% du montant total.

Edito

Julie Pontalba sera ce soir au Tampon

Il y a une semaine, notre journal titrait : “Julie Pontalba continue à construire patiemment sa base électorale”. Avec l'aide du PCR et de ses ami-e-s, elle fait connaître la liste sur laquelle elle se trouve en 6e position ainsi que la tête de liste Ian Brossat. Ce dernier qui est adjoint au Maire de Paris, en charge du logement, apparaît comme la révélation de cette campagne. Au point que sur le plateau de LCI, un journaliste se lâche : “pouvez être un peu moins bon”.

A mi-parcours, Julie interviendra ce soir au Tampon. C'est l'avant dernière étape de ses rencontres populaires qui doivent converger, à la **salle Candin, le samedi 27 avril, à 14 heures**. Durant ces 10 prochaines journées, et pour accompagner les actions décentralisées au niveau des quartiers, une campagne d'affichage et de distribution ciblée de tracts a commencé. Cela devrait aider à élargir encore un peu plus une base électorale consciente qu'il faut couler le bulletin de la liste conduite par Ian Brossat, le jour du vote le 27 mai.

De France à La Réunion, le mouvement ascendant est le même. Il faut accentuer les efforts, à un mois et demi du scrutin.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

In siklonn sosyal, i appèl shomaz !

Trwa promyé mwa d'lané la fine shapé, mwa davril la fine byin antamé. I paré k'sa, sét'in mwa lamour, in mwa d'boté, in mwa lé doss. Mé sa lé awar. Sak lé sir, antouka, tanto nou marsh arpi ék shifon la figir dann shomin. Kontrèr, lo swar, nou va komans ral kouvèrt, kan nou va grinp dann li, pou dormi, sirtou dan lé o. Sa i vé dir osi, pou sétané, siplétadyé, nora pwin siklonn lo van, ni gro siklonn la pli, ék toran labou, zinondasyon partou, konm lané pasé. In vré soulazman pou la Rényon, an atandan lané proshinn. Zot i mazine inpé, mézami, si nou té i gout in bébèt zafèr konm « Idai », sak la balay lo Mozambique ék lo Zimbabwe , mwa d'mars dèrnyé ? Gran mèrsi, bondyé la piss d'si nout tèt.

Si sélman, oté, gramoun - la, té i gingn fé lo minm zèst osi pou éstop, lot kalité siklonn i ravaz nout péi, sak zour pli for , so kitsamèr siklonn sosyal i apèl shomaz. Daprè l'INSEE, dopi lot sominn ladisa, mé sépa ditou in sirpriz, domandèr danplwa, la gomanté ankor, la pa lwin 25 % d'la popilasyon aktiv. Néna zordi 149 mil pésonn i sèrsh dégot in travay, i trouv pa aryin, i gèt dann trou minm. Anpliskésa, lo kantité zaktif i bès in paké, mwa an mwa. Sét'in katastrof pou la Rényon, in koshmar pa posib pou in kantité fami, pou la zénès nout péi, an détrès, i koné pi kosa fo fé. Ousanousava konmsa ?

So konsta i fé pèr, mé osi, li armont anou, in fwa ankor, kiswa lo kestyon d'shomaz ou ot shoz, lé pliskétan nou pran nou minm nout rèsponsabilité. Sétanou trouv ansanm in solisyon pou rézoud bann problèm la Rényon. Kont pa d'si lézot. Mèt sa byin dann zot koko, mézami, sépa détrwa ti-shéf, laba Paris ou ankor détrwa zaristokrat lérop va sov nout péi, va konstrwi lavnir nout zénès.

Pol